

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2016

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

Ralentissement de l'activité économique sur le trimestre

Au quatrième trimestre, l'économie enregistre un fléchissement. L'activité commerciale est en recul. En revanche on observe un regain d'activité dans le secteur du BTP et une nouvelle hausse de la fréquentation du territoire. Toutefois, la baisse observée sur ce trimestre résulte principalement de l'absence d'approvisionnement au cours du mois de décembre 2016, le cargo n'ayant pas pu accoster. En ne considérant que les deux premiers mois du trimestre, on observe une poursuite de la croissance des importations et de la consommation. Les autres indicateurs sont stables.

CONJONCTURE RÉGIONALE : INCERTITUDES SUR LA CROISSANCE DE LA ZONE PACIFIQUE

Les velléités de protectionnisme de la nouvelle administration américaine, illustrées par le rejet du traité de libre-échange transpacifique (TPP), pourraient avoir une incidence sur la croissance de la région Asie-Pacifique en 2017. La Chine, principal partenaire commercial des Etats-Unis, serait alors affectée au premier chef, d'autant plus que ses échanges extérieurs tendent à ralentir. En 2016, les exportations chinoises ont reculé de 7 % et les importations de 5,5 %.

La progression du PIB **chinois**, seulement +6,7 % en 2016, la plus faible observée depuis plus de vingt ans, correspond à la fourchette ciblée par le gouvernement (6,5-7 %). Alors que la production industrielle tend à s'essouffler (+6 % en décembre 2016 sur un an), la consommation des ménages se renforce, ainsi qu'en témoigne l'essor des ventes de détail (+10,9 %). Pour 2017, le FMI s'attend à une croissance de 6,5 % pour la Chine.

La croissance économique **japonaise** ressort à 0,3 % au quatrième trimestre 2016 (+1,2 % en glissement annuel), grâce aux exportations, portées par la faiblesse du yen en fin d'année. Pour la première fois depuis l'accident nucléaire de Fukushima en 2011, le Japon affiche un solde commercial excédentaire. Sur le trimestre, les dépenses d'investissement enregistrent +2 %, mais la demande intérieure est grevée par la stabilité de la consommation des ménages.

Le PIB **australien** a reculé de 0,5 % au troisième trimestre 2016, en raison d'une diminution de l'investissement et des exportations. Toutefois, celles-ci ont rebondi en fin d'année à la faveur d'une remontée des cours des matières premières (charbon, minerai de fer). Selon le FMI, la croissance économique australienne devrait atteindre +2,9 % en 2016 et +2,7 % en 2017.

Au troisième trimestre 2016, l'économie de la **Nouvelle-Zélande**, soutenue par une consommation des ménages robuste (+1,6 %), a contribué à la hausse du PIB (+ 1,1 %). Selon les prévisions des analystes, il devrait augmenter de plus de 3 % sur l'année 2016.

L'**Inde**, sixième puissance économique du globe, a mené en fin d'année une vaste opération de démonétisation des grosses coupures pour juguler la corruption et l'évasion fiscale. Dans un pays où la majeure partie des échanges se fait en liquide, le retrait de 86 % en valeur des billets en circulation a désorganisé la vie économique. Par conséquent, le FMI a révisé sa prévision de croissance de 7,6 % à 6,6 % pour l'année 2016-17.

Stabilité de l'indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation se stabilise au quatrième trimestre 2016 (+0,1 %), après trois trimestres consécutifs de baisse (-2,1 % puis -0,4 % et -0,5 %). Cette évolution s'explique principalement par une moindre diminution des prix de l'énergie sur le trimestre (-1,1 %, après -5,0 % et -8,9 %). Les prix des autres principales composantes de l'indice des prix à la consommation sont, comme au trimestre précédent, en hausse. Le prix des produits alimentaires progresse de 0,9 % et le prix des services est stable (+0,1 %).

Sur un an, l'indice des prix à la consommation recule (-2,9 %), conséquence des fortes diminutions des prix de l'énergie (-15,9 %) et des services (-6,0 %). Les prix des produits alimentaires et des produits manufacturés ont en revanche augmenté (+2,9 % et +2,0 % respectivement).

Maintien de l'emploi salarié

Fin juin 2016, l'emploi total déclaré à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF) est stable par rapport au premier trimestre 2016 (+0,4 %). On dénombre ainsi 2 059 salariés déclarés à la CPSWF au deuxième trimestre 2016, contre 2 051 à fin mars 2016.

Sur un an, le nombre total de salariés déclarés est également stable (+0,1 %). La baisse observée dans le secteur privé (-24 salariés déclarés) est compensée par une hausse de l'emploi dans le secteur public (+26 salariés déclarés). Concernant l'emploi privé, les secteurs du commerce, du bâtiment et des services sont en baisse en rythme annuel (-16, -12 et -9 salariés respectivement). Seul l'emploi dans l'artisanat et l'industrie résiste à cette tendance avec 13 salariés supplémentaires. La proportion de l'emploi public progresse légèrement et représente désormais 61,9 % de l'emploi salarié total contre 61,3 % à fin mars 2016.

La consommation des ménages se replie

Les importations de biens de consommation connaissent une baisse trimestrielle pour la première fois de l'année (-16,4 %, CVS). Cette évolution se confirme sur un an, avec une baisse des importations de biens de consommation de 6,3 % en rythme annuel. Néanmoins, en ne considérant que les données des deux premiers mois du dernier trimestre 2016, les importations de biens de consommation progressent de 43,9 % en comparaison de celles observées sur la même période en 2015. En particulier, les importations de biens d'équipement du foyer et d'articles d'habillement augmentent respectivement de 76,1 % et 59,2 % en rythme annuel.

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs décline au quatrième trimestre 2016, avec 8 nouvelles immatriculations contre 31 au troisième trimestre. Cette évolution se confirme en glissement annuel avec une baisse de 60 % par rapport au quatrième trimestre 2015, au cours duquel 20 nouvelles immatriculations avaient été enregistrées.

Au 31 décembre 2016, l'encours des crédits à la consommation continue de progresser aussi bien en croissance trimestrielle qu'en glissement annuel (+0,8 % et +5,7 % respectivement).

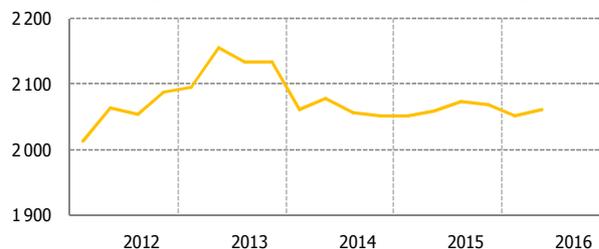
À la fin du quatrième trimestre 2016, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire régresse par rapport au troisième trimestre (13 personnes de moins, soit une baisse de 4,9 %). Sur un an, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire poursuit sa tendance baissière (-3,4 %, soit -9 personnes). Les incidents de paiement par chèque enregistrent une forte hausse au quatrième trimestre (+47,1 %). Cette hausse se confirme en glissement annuel (+51,5 %).

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



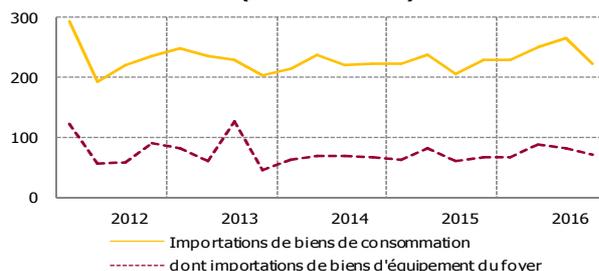
Source : STSEE, données trimestrielles

Emploi total déclaré localement (nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



Source : CPSWF

Importations de biens de consommation (millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

L'investissement des entreprises repart à la hausse

Les importations de biens d'équipement enregistrent une baisse au quatrième trimestre 2016 (-20,4 %, CVS). Elles atteignent 138 millions de F CFP au 31 décembre 2016. Sur un an, ces importations régressent de 69,5 %. Cette évolution annuelle s'explique par deux événements, l'importation au quatrième trimestre 2015 d'équipements liés à l'installation d'un réseau de téléphonie mobile pour une valeur de 277 millions ainsi que l'absence d'approvisionnement en décembre 2016. Hors ces éléments exceptionnels, les importations de biens d'équipement sont en hausse de 23,6 %.

Les immatriculations de véhicules utilitaires neufs enregistrent une baisse trimestrielle (-31,1 %, CVS). Sur les douze derniers mois, cette évolution se reflète également en glissement annuel (-10,7 %).

L'encours du financement bancaire de l'investissement (regroupant les crédits d'investissement et d'exploitation) progresse de 14,3 % sur le trimestre et s'élève à 689 millions de F CFP. Cet encours est néanmoins en légère baisse sur un an (-3,2 %).

À fin décembre 2016, 13 personnes morales sont en interdiction bancaire (-3 par rapport au trimestre précédent et -1 par rapport au quatrième trimestre 2015).

Des importations affectées par le non approvisionnement de décembre

Au cours du quatrième trimestre 2016, les importations totales ont atteint 1 242 millions de F CFP, soit une baisse trimestrielle de 2,5 % (données CVS).

En glissement annuel, les importations totales sont en baisse de 27,4 %. Les importations des biens d'équipement, des biens intermédiaires ainsi que des produits de l'industrie automobile enregistrent les plus fortes baisses (-69,5 %, -31,5 % et -29,8 % respectivement). Celles de produits des industries alimentaires et agricoles sont en hausse de 3,1 % par rapport au quatrième trimestre 2015.

En excluant l'impact du non approvisionnement de décembre 2016 et des équipements de téléphonie mobile importés en octobre 2015, les importations totales sont en hausse de 12,7 % par rapport à octobre et novembre 2015. Les trois principaux contributeurs sont les importations des biens de consommation, de produits des industries agricoles et alimentaires ainsi que les biens d'équipement (+43,9 %, +28,8 % et 25,6 % respectivement). Les importations de biens intermédiaires sont en recul de 21,1 %.

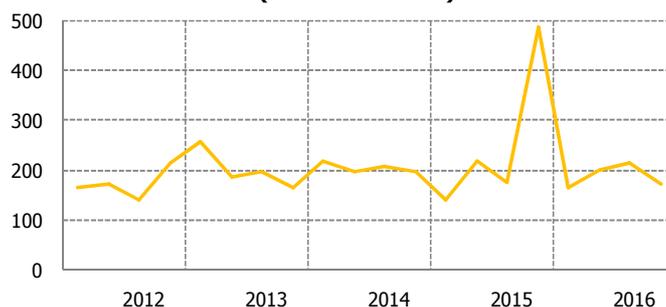
LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Hausse de l'emploi dans le BTP

Le secteur du BTP retrouve un peu de dynamisme. Les importations de ciment s'élèvent à 10,5 millions de F CFP au 31 décembre 2016, soit une hausse sur le trimestre de 13,6 % (CVS). En glissement annuel, les importations de ciment sont en baisse (-16,1 %) en raison d'importations supérieures à la normale au cours du quatrième trimestre 2015.

Après la forte chute de l'emploi au premier trimestre 2016, le nombre de salariés dans le secteur du bâtiment connaît un net regain au cours du deuxième trimestre 2016. Il atteint 55 salariés au 30 juin 2016, contre 43 au 31 mars (+27,9 %).

Importations de biens d'équipement
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Importations
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Importations de ciment
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Chute de l'activité commerciale

Après deux trimestres consécutifs de hausse, l'activité commerciale s'est contractée en fin d'année. Corrigées des variations saisonnières, les importations de biens de consommation régressent de 16,4 % sur le trimestre. Cette évolution se confirme en glissement annuel (-6,3 %). Toutefois, en excluant le mois de décembre 2016, les importations de produits alimentaires et de biens de consommation augmentent respectivement de 28,8 % et 43,9% en glissement annuel.

Rebond de la fréquentation du Territoire

Au quatrième trimestre 2016, 8 893 passagers ont été enregistrés au départ ou à l'arrivée de Wallis depuis/vers l'international, soit 5,6 % de plus qu'à fin juin 2016 (CVS). En glissement annuel, le nombre de passagers progresse de 13 %.

Le trafic aérien inter-îles est plus stable sur le trimestre (+0,5 %, CVS), mais progresse en glissement annuel (+4,1 %).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES TEINTÉES D'INCERTITUDES

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accélérer en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, l'incertitude quant à l'orientation de la politique économique américaine entoure ces projections.

Aux États-Unis, l'activité a ralenti au quatrième trimestre 2016 : elle s'établit à +1,9 % en glissement trimestriel annualisé (après +3,5 % au trimestre précédent) en raison d'une moindre hausse des dépenses de consommation et d'une dégradation de la balance commerciale. Sur l'année, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 1,6 %, après 2,6 %. Le FMI table sur une croissance de +2,3 % en 2017 puis +2,5 % en 2018. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé en décembre 2016 ses taux directeurs d'un quart de point, à 0,75 %.

Le PIB de la zone euro a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre de 2016 (après +0,4 %), selon Eurostat. Le chômage de la zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation en glissement annuel a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 %) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015). Les dépenses de consommation des ménages accélèrent (+0,6 % après +0,1 %) tandis que les exportations sont un peu plus vigoureuses (+1,1 % après +0,5 %) et que les importations ralentissent (+0,8 % après +2,5 %).

Les pays émergents et en développement ont connu une croissance de +4,1 % en 2016 selon le FMI, dont les prévisions ont été légèrement revues à la baisse (+4,5 % en 2017 puis +4,8 % en 2018), compte tenu de la vulnérabilité de ces pays face au resserrement des conditions financières mondiales. Les perspectives de croissance à court terme ont été révisées à la hausse pour la Chine (+6,5 % en 2017) suite au repositionnement de son modèle économique au profit de la consommation privée.

Sources : FMI, INSEE, Eurostat – données arrêtées à la date du 14 février 2017

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...). Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur et responsable de la publication : C. DORWLING-CARTER - Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : Mars 2017 - Dépôt légal : mars 2017 - ISSN 1968-6277